

" De l'incitation à l'obligation, où l'environnement mènera l'agriculteur dans 15 ans ?"

SYRPA normand - débat du 20 juin 2003

Intervenants :

Christiane LAMBERT, Présidente de Farre

Jean-François HERVIEU, Président d'honneur de l'APCA

François FIHUE, Président de la Chambre d'Agriculture de la Seine Maritime

Débat animé par Jocelyn Tauvel



Christiane LAMBERT

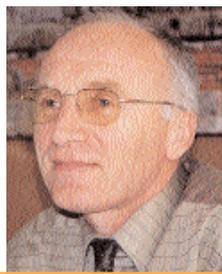
Présidente de FARRE (Forum de l'agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement), est originaire du Cantal. Fille d'agriculteur cantaloup, elle décide dès l'âge de 5 ans de devenir agricultrice. A 19 ans avec un BTS en poche Christiane est déjà chef d'exploitation !

Engagée syndicalement depuis 1981, elle est élue présidente du CNJA en 1994.

Aujourd'hui elle exploite avec son mari une EARL de 78 ha avec un atelier porc.

Le 15 octobre 1999, date fétiche : le jour où l'UNESCO décerne un prix pour une ferme pédagogique, Christiane Lambert prend la Présidence de Farre.

Elle incarne la femme dans ses trois engagements indissociables que sont l'agricultrice, l'épouse et mère de famille et la responsable professionnelle engagée.



François FIHUE

Président de la chambre d'agriculture de Seine Maritime, François Fihue est agriculteur sur une ferme en société de polyculture élevage. Installé depuis 1976, il a été Président du CDJA en 78. Sa plus belle réussite est alors d'être le précurseur en France de la formation niveau IV. A l'époque pour l'installation il fallait le BEPA, aujourd'hui c'est un Bac pro. Ce minimum de formation est indispensable pour être cet agriculteur manager des années 2000. Puis, isolé par des idées très modernes dans un département qui l'était moins que lui, il quitte les responsabilités professionnelles. Revenu par la porte syndicale à la Chambre d'Agriculture il en est aujourd'hui le Président.



Jean-François HERVIEU

Agriculteur sur le plateau du Neubourg, depuis 1959 sur une ferme de polyculture. Il a été producteur de porc et à l'initiative du premier syndicat porcin: la CAPAE.

Il dit être tombé dans la casserole syndicale très jeune. Et n'a jamais depuis, quitté les responsabilités professionnelles. Il a été Président de la FDSEA de l'Eure, Président de la Chambre d'agriculture de l'Eure en 1973 et de l'APCA en 1989. Il a également été Président du Conseil Economique et Social de la région Haute-Normandie en 1979 jusqu'à 1995. Aujourd'hui il exerce ses responsabilités professionnelles en tant que vice-président de Sénalia.

Quelle attitude face à la réglementation européenne ?

Jocelyn Tauvel : **FARRE est aujourd'hui un pionnier de l'environnement. Cela a-t-il réellement servi la profession ou plutôt à cautionner la réglementation ?**



Christiane Lambert : Farre a dix ans. La conférence de Rio 11 ans. C'est en 1992 au Sommet de la terre que les chefs d'états

ont affirmé la nécessité de prendre en compte l'environnement. A l'échelle de l'humanité c'est très court. Onze ans c'est rien du tout ! Cela permet de mesurer le chemin parcouru par les agriculteurs et leurs partenaires en matière d'environnement. C'est ce qui permet aussi de relativiser lorsqu'il est dit : "les agriculteurs ne vont pas assez vite en matière d'environnement".

Farre est parti d'une idée géniale. Faire connaître et reconnaître l'agriculture raisonnée. A l'époque rien n'existait. Rio avait parlé de développement durable et à l'échelle européenne il existait assez peu d'expériences. Donc les pionniers du réseau ont écrit les grands principes : la définition puis les bases techniques de l'agriculture raisonnée. Nous avons eu la chance d'avoir à la fois des praticiens, des agriculteurs, des fournisseurs de l'agriculture et des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, et notamment du service de la protection des végétaux. Le premier Président de Farre a été sous-directeur à la DGAL. C'est déjà un signe. Jean Thiot, qui est aujourd'hui Président d'honneur, a beaucoup œuvré pour écrire toutes les bases de l'agriculture raisonnée.

La seconde idée géniale qu'ils ont eue est de s'appuyer sur un réseau terrain au lieu de faire des colloques, lobbying, articles etc..., ils seraient allés moins vite. Ils ont créé des fermes de rencontre pour que des agriculteurs en situation sur leur exploitation montrent au quotidien comment concilier économie et écologie. C'est à dire des bonnes pratiques environnementales et le souci permanent de la rentabilité de

l'exploitation. Les premières régions étaient d'abord viticoles puis grandes cultures. Aujourd'hui, le réseau a 1/3 d'exploitation en grandes cultures, 1/3 en cultures spéciales et 1/3 en polyculture élevage et nous sommes présents dans 62 départements. Il serait difficile de donner une définition unique de ces agriculteurs là. Ils ont cependant un trait commun, c'est l'optimisme et le souhait de convaincre. Dans leur exploitation les agriculteurs sont les meilleurs ambassadeurs de leur métier. Ils sont à l'aise, épanouis et montent au quotidien comment ils font. Ils sont bénévoles et donc désintéressés. Ils ont surtout un sens de l'intérêt commun.

Aujourd'hui, c'est 380 exploitations et 450 agriculteurs et cela concerne 1 000 personnes. Ils font un travail considérable pour faire cheminer l'idée que l'agriculture raisonnée c'est quelque chose d'accessible qui permet d'allier la maîtrise, le professionnalisme dans l'exploitation et l'insertion territoriale. Ce sont des agriculteurs qui ont réussi à montrer, parfois à leur propre voisinage que l'on peut être économiquement bon et socialement intégré, épanoui, accepté.

Jocelyn Tauvel : Mais aller donner tant d'infos à l'administration, n'est-ce pas leur donner les éléments pour qu'ils traduisent cela en lois et décrets ?

L'administration a surenchérit sur la démarche volontaire des contrôles des pulvérisateurs !

Christiane Lambert : En fait, dans la Politique agricole européenne, les premières mesures agri-environnementales sont apparues dans les années 70-75. Celles-ci ont d'abord été proposées aux agriculteurs sur des territoires à enjeu environnemental fort. Souvent des zones humides et des bords de cours d'eau, où le contexte local, avec son

écosystème typique, faisaient que les agriculteurs étaient convaincus qu'ils devaient inclure dans leurs pratiques ces spécificités liées au sol et à l'eau. Cela pour les MAE. Il faut dire aussi que l'UE n'a pas été à la traîne pour créer les fameuses directives environnementales européennes dont la plus connue est la directive nitrate de 1991, la directive boue, la directive phyto, la directive eaux souterraines...

Les réglementations sont faites dans l'intérêt général puisque l'environnement concerne tout le monde, mais les agriculteurs sont plus concernés puisque l'agriculture, avec la forêt, occupe 80 % du territoire. Après certains ont voulu avancer d'autres non et veulent garder la tête baissée.

Jocelyn Tauvel : Selon vous l'alternative est : Ne pas y aller, c'est attendre que cela nous soit imposé. Par contre aller de l'avant c'est une façon de travailler avec eux et maîtriser la direction dans laquelle ils nous emmènent ?

Christiane Lambert : Oui, et il y a un autre facteur qu'il faut citer même s'il est galvaudé, c'est la société et l'opinion publique. L'activité agricole ne vit pas complètement déconnectée de son milieu. On a des voisins qui aiment ou qui n'aiment pas l'agriculture, qui sont attachés au milieu rural, qui sont quelquefois des néo-ruraux et pour lesquels l'espace agricole est un espace récréatif quand il est pour nous un espace productif. Donc il y a parfois des conflits d'usage qui font que pour trouver la cohabitation pacifique entre les personnes, il y a besoin d'une régulation et c'est le rôle des pouvoirs publics que de trouver le bon équilibre pour que chacun se respecte. Effectivement, certains agriculteurs adoptent des pratiques et disent s'en porter pas trop mal. Ce qui est intéressant par contre est que tous ces agriculteurs,

lorsqu'ils changent leurs pratiques, sont plus précis dans la façon d'expliquer ce qu'il en est. Lorsque l'on a réfléchi à la façon d'intégrer l'environnement sur son exploitation on est capable d'appréhender les surcoûts que cela peut représenter. Parce que très souvent faire plus et mieux d'environnement dans une exploitation cela nécessite des coûts d'investissements de temps passé ou de façon différente de travailler. Cela peut représenter aussi des manques à gagner. Je décide de changer telle ou telle pratique et je sais que mes animaux produiront moins, mes sols produiront moins, mais je suis plus respectueux de l'environnement. Mais je le chiffre et je le mesure. Donc on passe à une approche subjective et irrationnelle à une approche fondée, scientifique et quantifiable. Donc cela donne de la crédibilité que d'être capable en professionnel d'appréhender l'environnement comme on a appréhendé avant d'autres facteurs techniques : l'agronomie, la richesse, des sols la pluviométrie...

Jocelyn Tauvel : Donc cela conforte l'idée qu'il n'y avait pas d'environnement. Nous y sommes venus, dans différentes organisations. On a raison d'y être. Et cela va se passer comme dans toutes les autres activités en agriculture. On a appris à labourer, on a appris à compter, aujourd'hui on va apprendre l'environnement.

Christiane Lambert : Il ne faut pas idéaliser quand même. Bon nombre d'agriculteurs se sont mis à l'environnement sous la contrainte. C'est parce qu'un texte est arrivé qu'on l'a appliqué.

Jocelyn Tauvel : Pour la comptabilité aussi...

Christiane Lambert : Oui, et avec des incitations : - 20 % si on est dans un centre de gestion. De tous temps il y a eu un mixte entre du réglementaire et du volontaire. Comme dans beaucoup de domaines d'ailleurs. Mais pour l'agricultu-

re il ne faut pas idéaliser pour dire qu'ils s'y sont mis ventre à terre sans réfléchir. Il y a eu de la réglementation et puis, quand la réglementation a eu ses limites - elle n'est pas parfois la plus appropriée pour avoir des réponses environnementales - on y associe du non réglementaire. Le non réglementaire étant plus connecté à des problématiques territoriales. Les problématiques territoriales ne connaissent pas les limites administratives et varient parfois d'un morceau de commune à un autre. Voilà pourquoi c'est tout en nuance lorsque l'on parle d'agriculture et d'environnement.

Jocelyn Tauvel : Monsieur Hervieu, Est-ce que vous pensez que la pression bruxelloise asphyxie l'agriculteur à travers des mesures environnementales ?



Jean-François Hervieu : Vous avez parlé d'agri-manager. Je pense que nos grands-parents étaient des paysans.

Après on a dit, des agriculteurs, puis d'excellents techniciens ensuite des comptables, des gestionnaires et puis on a essayé d'en faire des chefs d'entreprise, des moléculteurs même, et enfin des agri-managers. En fait, on a oublié qu'on était des paysans, quand je le dis, c'est volontiers car j'y ai participé comme tout le monde. Ce n'est pas un reproche fait à d'autres. On s'en aperçoit, on fait de l'élevage industriel, de l'agriculture industrielle. Alors que le mot industrie ne correspond vraiment pas aux types de problématiques qui sont celles d'un agriculteur. J'ai fait partie du club des 100 quintaux ! A une époque, il fallait faire 100 quintaux de blé. Et après il y a même des utopistes qui ont mis les 100 quintaux pour les producteurs de pois ! On n'y est pas encore arrivé !...Peut-être en 2050 ! Bon, derrière, cela veut dire que l'on a beaucoup travaillé toute la partie fondamentale technique depuis l'agronomie jusqu'à l'adaptation aux cultures et à l'élevage. Cela vient de l'application de la recherche

sans se préoccuper de l'environnement. Alors qu'il y a 50 ans tous les agriculteurs étaient presque par nécessité des agriculteurs bio par la force des choses puisqu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Nous avons donc utilisé tous les moyens pour rentabiliser nos productions.

Autre évolution : la démographie et la société. C'est un fait fondamental, on est passé depuis 1945 de 30 % de population agricole à 4 %. Cela veut dire que l'on est devenu très minoritaire et en même temps passé d'une société rurale à une société très urbanisée. Une très forte majorité de la population ignore totalement ce qu'est le métier d'agriculteur et ne le voit qu'à travers des images, souvent fausses. Mais ce sont des images très focalisées sur des excès.

J'ai fait une mission pour le CIRAD il y a une dizaine d'années, et partout et notamment au Brésil on parlait beaucoup d'agriculture avec le terme anglais "sustainable" que l'on était parfaitement incapable de traduire en français en 1991. Je suis rentré en France en disant : "qu'est-ce que c'est que cette agriculture sustainable". Depuis, on l'a traduit en agriculture durable et le terme a fait son chemin.

Je crois finalement que c'est l'opinion publique qui tient les rennes. On peut discuter longtemps de savoir si elle est manigancée ou si c'est elle qui manigance les media. Mais, l'opinion publique est encore beaucoup plus forte dans les pays du nord de l'Europe que dans ceux du sud et de la France. Au Danemark ou en Suède, cela vous saute aux yeux.

Je crois que les politiques ont repris cette obligation de traduire l'environnement dans la politique agricole, telle qu'elle était depuis 1960, parce qu'ils avaient une opinion publique forte derrière eux, poussé sans doute par des mouvements minoritaires. De fait, jusqu'à 1990 environ, il y avait quelques mots sur l'en-

... les politiques ont repris l'obligation de traduire l'environnement dans la politique agricole parce qu'ils avaient une opinion publique forte derrière eux ...



vironnement introduits dans les textes, comme disait Christiane, mais c'était peu. Le concept d'environnement a été ensuite développé dans les décisions de Bruxelles par les différents pays avec l'obligation de la réglementation pour les adapter à la réalité. La bonne volonté ne suffit pas dans ces domaines là.

Jocelyn Tauvel : Monsieur Fihue, Aujourd'hui vous avez un nouveau combat contre la zone d'extension de la zone vulnérable. On vous dit que c'est fait mais cela ne vous empêche pas d'être contre, c'est votre nouveau challenge. Mais pourquoi refuser cette réassurance qui va nous assurer une Manche propre pour le pays ?

François Fihue : Il faut affirmer dès à présent que le challenge "zone vulnérable" est d'ores et déjà perdu. Il est des combats qui ne servent à rien et je ne suis pas Don Quichotte, je ne me bât pas contre des mou-



lins à vent. La page est tournée, on s'est bien battus, on a perdu. Comment fait-on pour que cela ait le moins de conséquences possibles ? Je n'ai absolument pas la prétention que l'on puisse se baigner dans la Seine. D'autres ont eu cette ambition là. Les agriculteurs sont d'ailleurs pour très peu de choses sur la pollution de la Seine. En cela, ces choses sont relativement incompréhensibles de la part des agriculteurs. Ils ont une capacité d'adaptation plutôt rapide et plus rapide même que d'autres secteurs d'activités, lorsqu'ils comprennent les enjeux et les objectifs. C'est évident quand on voit l'évolution de l'agriculture sur les 50 dernières années. Sur la zone vulnérable, ils ne comprennent rien car il n'y a rien à comprendre. Ce n'est pas notre enjeu. Notre problématique n'est pas celle de l'azote, mais celle du ruissellement et de l'érosion.

Par contre, je reste fier d'être un des premiers Présidents du CDJA qui a posé une volonté politique professionnelle départementale, alors que ce n'était pas encore la

réglementation pour dire : les jeunes qui s'installent doivent avoir ce niveau de capacité professionnelle. Cela nous a permis et nous permet encore de faire passer des idées. D'apporter un peu de rationnel dans des tas de choses compliquées. A l'assemblée de FARRE ce matin, on s'aperçoit que le paysan, même rôleur, fait des choses car il a intégré un certain nombre de données. Je souhaite pouvoir continuer de travailler en donnant de l'autonomie aux agriculteurs, c'est un enjeu et ma conviction profonde. L'autonomie, ce n'est pas seulement le choix d'être ou non dans une coopérative où on est intégré, la véritable autonomie elle est intellectuelle : il faut prendre des informations partout et se faire sa propre synthèse, sa décision, son choix.

Jocelyn Tauvel : Pouvez vous nous expliquer pourquoi vous dites qu'en agrandissant la zone vulnérable sous prétexte d'environnement on fera tout le contraire ?

On est passé du domaine de volontariat au réglementaire, on rentre dans des exigences, des délais et des conditions qui sont inacceptables et impossibles pour une grande majorité d'agriculteurs. Notamment pour les éleveurs qui sont devant deux choix : je rentre dans la logique avec un délai que je ne maîtrise pas et des conditions économiques impossibles pour moi, ou j'arrête l'élevage ! Car c'est cela, il arrête purement et simplement. Or on sait que c'est intéressant pour l'agriculture du département d'avoir cet équilibre à la fois

social, économique et environnemental entre l'agriculture et l'élevage. Nous avons besoin des surfaces en herbe et en productions végétales pour l'alimentation animale pour préserver la

fragilité de nos sols. Si on abandonne l'élevage en Seine Maritime, on aggrave la problématique en matière d'environnement ! Malheureusement on nous demande de travailler sur l'azote qui n'est pas le bon problème. Il faudrait

faire exactement l'inverse et nous encourager à être encore un peu plus éleveur pour avoir encore un peu plus de surfaces en herbe pour protéger encore un peu plus nos sols. Donc le remède va être pire que le mal.

Jocelyn Tauvel : C'est une décision purement politique qui a ces conséquences ?

Ce sont les engagements européens qui ont été pris, ce sont des pourcentages de zones vulnérables par rapport au territoire français. Il se trouve que la Seine Maritime comme d'autres départements qui touchent soit à la Manche ou à la Seine ont été considérés comme posant problème. Vu de l'Europe, on était sous la punaise.

Jocelyn Tauvel : Bretons ou normands, c'est pareil pour ses gens là...

François Fihue : Je ne crois pas mais cela fait partie d'une négociation que nous ne comprenons pas. On est bien loin de tout cela. En tant que Président de Chambre, ce n'est pas du tout notre problématique.

Hervé Fleury : Les agriculteurs font de l'environnement, ils ne sont pas seulement dans l'environnement.

Christiane Lambert : Bien sûr, mais faire de l'environnement pour une agriculture qui valorise 55 % du territoire français, et même 80 % avec la forêt, ce n'est pas du tout péjoratif ni hégémonique. C'est faire de l'eau plus claire, des haies utilitaires écologiques et faunistique. Nous n'avons pas tous les mêmes problèmes. Chez nous (en Maine et Loire) ce n'est pas l'érosion, mais les nitrates et les pesticides. Mais moi-même, j'ai envie de poser une question à François Fihue, par rapport à la décision qui pose le problème du retournement de prairies et l'abandon du bocage. Quelle commande politique et technique pouvez vous délivrer à votre entourage et vos collaborateurs, maintenant que la décision a été prise, pour aider l'agriculture de Seine-Maritime à réussir ce virage

?

François Fihue : Aujourd'hui la commande que l'on donne et que l'on se donne c'est d'apporter des réponses techniques à un maximum d'agriculteurs qui sont prêts à rentrer dans la mécanique PMPOA, notamment parce que la liaison PMPOA et zone vulnérable est extrêmement forte. Il donc faut répondre à tous ceux qui le souhaitent et dans les meilleures conditions possibles. Mais c'est évident, nous devons aussi travailler à rechercher l'équilibre économique le plus adapté.

L'association polyculteur/éleveur telle qu'on l'entend habituellement doit avoir des arguments économiques et sociétaux pour que les agriculteurs gardent une motivation à faire de l'élevage. Avec les 35 heures et le travail le dimanche, beaucoup d'éleveurs arrêtent car cela pèse trop alors qu'autrefois ce n'était pas le problème.

Jean-François Hervieu : Sur le plus long terme, nous avons réussi à faire signer en Haute-Normandie une convention de recherche entre l'Inra, l'Université, l'ESITPA et la Région. Le thème : l'adaptation de l'agronomie et de l'économie de nos exploitations aux problèmes environnementaux qui se posent comme l'érosion.

Dominique Eglès : **La France semble peu présente en lobbying européen**

Christiane Lambert : Vous avez raison. Certains pays et corporations ont priorisé le lobbying à Bruxelles et y ont installé des bureaux. La profession française s'est organisée pour être représentée. Il y a même ici l'ancien Président du Centre Européen des Jeunes Agriculteurs (Arnold Puech d'Alissac). Sur l'initiative de l'APCA et de la FNSEA, il y a un bureau européen de l'agriculture française, le BEAF qui a été ouvert à Bruxelles et on essaye d'être plus présent mais ce n'est pas facile. Je suis

impressionné par le sentiment du *toujours plus* qui domine. Un combat n'est jamais suffisant il faut toujours exiger plus. Cela dérouté le monde agricole et celui de l'entreprise. C'est l'escalade. J'ai reçu les responsables de Greenpeace France à l'époque où j'étais Présidente du CNJA et j'ai eu la tristesse de constater qu'ils étaient dans leur bulle. Ils étaient très peu attentifs à nos problèmes car ils sont eux-mêmes prisonniers d'autres lobbies, parce que derrière, il y a des finalités plus ou moins avouables. C'est parfois très loin des préoccupations concrètes du sujet évoqué. C'est déroutant, car les agricul-

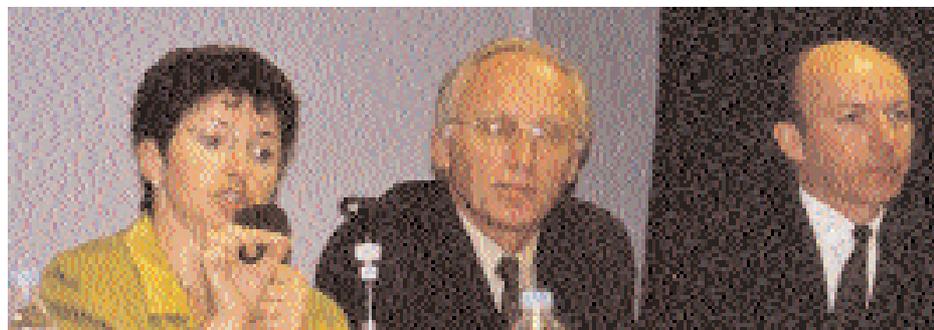
...des activités plus spéculatives, ce n'est pas synonyme de qualité et de respect de l'environnement.

teurs nous disent " OK pour l'agriculture raisonnée, mais après, vous allez nous inventer quoi !, il y aura quoi ?". Nous faisons plein de choses que nous essayons déjà de faire reconnaître au grand jour auprès de l'opinion publique en lui disant : "mais regardez en l'espace de 10 ans comme les agriculteurs ont modifié leurs pratiques de travail".

Concernant la nouvelle PAC, il faut d'abord dire que Frantz Fischler a été un redoutable communicant et manipulateur car il a fait croire à l'opinion publique qu'il allait mettre en place une politique agricole plus de qualité et environnementale, alors que son action a été de désorganiser les marchés agricoles. La désorganisation des Organisations Communes de marchés agricoles est un facteur d'instabilité donc de prix plus fluctuants. Donc d'activités plus spéculatives dans les exploitations, ce qui n'est pas synonyme de qualité et de respect de l'environnement. En cassant une organisation économique qui était source de stabilité pour pouvoir asseoir des investissements environnementaux qui ont des conséquences en terme d'amortissements et de coûts, il ne fait pas preuve d'une bonne approche. Médiatiquement, il a réussi son

coup car la presse généraliste dit " Nous ne comprenons pas les agriculteurs qui ne veulent pas de cette réforme alors qu'elle est bonne pour la qualité et l'environnement ". Vouloir aujourd'hui renforcer le deuxième pilier, c'est à dire avoir des actions plus territoriales, plus environnementales - Oui trois fois oui- mais c'est très difficilement compatible avec une économie désorganisée et c'est un vrai dilemme. Les agriculteurs ont ce dilemme phénoménal qui ne peut s'expliquer en 30 secondes à PPDA, donc on a pas réussi à le faire. Ici, on y arrive parce que nous avons du temps. Ce qui est grave pour l'agriculture, c'est que l'élevage et l'herbage c'est super top pour l'environnement, pour la qualité de l'eau, pour tout....Mais ce n'est pas rentable !!! C'est un comble ! Alors comment fait-on ? Et en plus le rapport au travail change.

Jean-François Hervieu : Je voudrais rajouter quelque chose à titre personnel, sur le lobbying. Il y a un problème pour la France : nous sommes de loin le pays le plus agricole de l'UE et nous avons laissé filer la Présidence de la commission de l'agriculture. Et plus grave, on a laissé filer la direction de l'agriculture ! Un directeur de l'Agriculture a une grande influence. Tout en mettant ses propositions dans un projet commun sur l'évolution de l'agriculture, je pense qu'il est à même de favoriser son pays.



de gauche à droite :
Christiane Lambert, François Fihue et Arnold Puech d'Alissac



Deuxième partie du débat

Jocelyn Tauvel : Jusqu'où va aller la demande sociétale et où la réglementation européenne va-t-elle nous mener ? On attend plutôt un ressenti qu'une explication. Les mesures de protection de l'environnement vont-elles avoir des résultats tangibles ? Parce qu'aujourd'hui c'est concret, les taux de pesticides ou de nitrate dans l'eau. Si oui, quelle sera la place de Farre et quelles seront vos nouvelles perspectives ? Si non, est-ce qu'il faudra plus de réglementation ?

Christiane Lambert : Dans la vie, même professionnelle, il faut toujours faire des paris ! Le pari collectif de FARRE c'est que l'engagement d'un grand nombre d'agriculteurs dans l'amélioration des pratiques environnementales se traduise par des résultats. La difficulté que nous avons, c'est qu'il y a des efforts faits, mais trop souvent en timbre-poste, c'est diffus. Ce sont quelques actions ici ou là. Tous les agriculteurs ont fait un effort qualitatif mais pas tous avec le

même degré d'intensité. Par ailleurs, il n'y a pas que la responsabilité agricole. Pour le phosphore, le problème est largement partagé avec d'autres secteurs d'activité. Pour les nitrates, l'agriculture assume sa part de responsabilité. Pour ce qui est des pesticides c'est une responsabilité partagée, mais avec une grande part pour l'agriculture. L'intérêt d'avoir aujourd'hui un discours plus ouvert et moins polémique sur l'environnement c'est d'être plus précis et de juger avec plus de discernement. On arrive à faire la part des choses sur la responsabilité de chacun. J'ai souvenir d'une étude de l'IFEN, qui a essayé de chiffrer la part relative des différents acteurs dans les conséquences environnementales. Elle dit que la responsabilité de la reconquête de la qualité de l'eau par rapport aux nitrates revient à 80 % aux agriculteurs. Par contre pour la qualité de l'air, la responsabilité de l'agriculture n'est engagée qu'à hauteur de 20 %. Nous attendons tous aujourd'hui des résultats, mais nous savons également qu'ils sont longs à obtenir. Mais, la patience n'est pas la qualité première du public et des media. Nous raisonnons au rythme

[je souhaite] que les résultats [des programmes de reconquête] évitent l'inflation réglementaire.

des saisons quand d'autres raisonnent au rythme des feux rouges, ce n'est pas la même vitesse. Peut-être faut-il prendre le temps d'expliquer. Il s'agit pour nous d'écrire des programmes de reconquêtes avec des objectifs dans le temps. Nous avons besoin de savoir le dire et nous avons besoin des scientifiques

pour le fonder. On ne va pas, par exemple, arriver à des objectifs de qualité de l'eau satisfaisants en Bretagne à l'échelle de 5 ans. Ce ne sera pas possible. On est partis dans certaines régions pour 10 à 15 ans, il faudra avoir la patience d'attendre. La recherche scientifique mise au service de la cause environnementale pour cette reconquête va nous permettre d'aller plus vite.

Le souhait et le pari que je fais c'est que les résultats évitent l'inflation réglementaire. L'un des maux français consiste en un ensemble de textes plus ou moins appliqués car ils sont plus ou moins applicables. Avec un durcissement permanent. L'intérêt de l'agriculture raisonnée réside dans une démarche volontaire dans laquelle la conviction des gens entraîne leur adhésion aux mesures. Ce sera l'occasion de constater que des textes existent et ils seront intégrés peu à peu. Mais aussi, d'espérer une meilleure adhésion à la réglementation que l'administration française n'a pas été capable de faire appliquer. C'est un pari que nous faisons en étant optimiste pour la profession et c'est lui rendre service en la faisant évoluer et permettre aux agriculteurs d'être plus professionnels et mieux recon-

nus. Je ne suis pas idyllique car je ne minimise pas les problèmes économiques. Au nom de l'environnement dans d'autres secteurs des entreprises ferment leurs portes même si cela coûte 5 000 emplois. Cela veut dire que la raison environnementale devient une raison supérieure vis-à-vis du public. Dans les débats sur la charte de l'environnement nous avons toujours raisonné le ratio coût/efficacité. Le développement durable qui s'appuie sur le triptyque économique, social et environnemental amènera plus de rationalité pour ne pas tomber dans l'écologie pure et dure. Le compromis économie, social et environnement, tout comme l'activité agricole ont à y gagner. C'est pour nous l'occasion de dire : " intégrez l'environnement avec une vision économique et une capacité d'absorption des mesures ".

Jocelyn Tauvel : M. Hervieu, quand on a été le premier agriculteur de France, c'est ainsi que l'on nomme le Président de l'APCA, est-ce que l'on perçoit mieux l'agriculture de demain ? Et deuxième question qui en découle : Est-ce que les distortions réglementaires et environnementales peuvent empêcher l'agriculture française de suivre par rapport aux autres pays ?

Jean-François Hervieu : les Chambres d'Agriculture ont perçu assez rapidement et fortement la nécessité d'intégrer l'environnement dans la politique agricole. Aussi, en 1999 l'agriculture durable a été prônée comme une des priorités des Chambres d'Agriculture. Ce qui d'ailleurs ne plaisait pas à tout le monde. Mon

Le développement durable [...] amènera plus de rationalité pour ne pas tomber dans l'écologie pure et dure.



successeur a développé ce projet. Tout le monde maintenant y croît et associe les trois facteurs : économie environnement et la société.

Pour la deuxième question, je ne crois pas que la réglementation soit la fin de l'agriculture. J'espère bien sûr qu'il n'y aura pas d'excès et que les contrôles sauront s'adapter de façon intelligente. L'abus serait bien sur catastrophique. Avec l'environnement, nous pouvons développer la traçabilité qui apporte un plus au niveau des produits, ce que les autres exportateurs qui nous concurrencent n'apportent pas. Sur les OGM, on sait si les produits en contiennent et il est possible de savoir ce que l'on achète. Avec un produit tracé en matière d'environnement on peut connaître ce qui fait ses qualités et ce qu'il apporte en plus. Pour les silos portuaires de Rouen, puisque Sénalia a les plus gros silos et que Rouen est le premier exportateur européen, nous enregistrons de plus en plus de demandes extrêmement précises. Ce qui nous engage à apporter des blés, céréales ou pois, qui correspondent à la demande. Il n'est plus possible de livrer n'importe quoi. Certain diront, si c'est au même prix qu'ailleurs on n'y gagne rien.

C'est un grand problème au niveau des cours. Mais de fait, la qualité nous permet d'exporter, sinon nous aurions du mal à trouver des acheteurs. C'est encore plus vrai pour les fruits et légumes. La concurrence internationale du commerce des produits alimentaires est dominée par les Etats Unis. Nous savons qu'ils utilisent la puissance de leurs moyens financiers. Pour tenir notre place dans le commerce mondial, la traçabilité nous permet d'apporter des arguments forts qui valorisent nos produits.

Ce qui est difficile, c'est d'informer les consommateurs sur nos atouts avec un langage simple. C'est une argumentation technique qui ne passe pas sur les media. Si elle dure plus de deux phrases, les téléspectateurs ne comprennent plus, alors que ce que l'on fait mérite des explications pendant 5 ou 10 minu-

tes. Car il faut faire prendre conscience des qualités de nos produits de sorte que les consommateurs préfèrent les acheter plutôt qu'un produit quelconque. Je pense que nous sommes sur la bonne voie même si c'est complexe.

Jocelyn Tauvel : M. Fihue, vous m'avez parlé de l'effet restructurant de la réglementation avec la méthode des trois tiers, pouvez vous nous expliquer votre vision de l'évolution à venir

François Fihue : Comme dans toute grande modification, la méthode des trois tiers nous fait observer qu'un tiers des individus s'adapte facilement, un tiers éprouve plus de difficultés avec une période d'adaptation et enfin un dernier tiers passe à la trappe de la restructuration. Je fais une grande différence entre le fond et la forme. Les agriculteurs

ont une grande capacité à prendre en compte des éléments de fond. Si la forme du contrôle ou la forme administrative peut ressembler à une pédagogie participative, on a une

chance de réussir. Si au contraire, elle ressemble à un questionnaire avec réponses de type blanc ou noir. Et le noir c'est automatiquement le passage de l'huissier, alors on n'a aucune chance de réussir !

Je m'aperçois que les mots ont beaucoup de sens. Certaines choses vont devenir quasi obligatoires. Nous avons intérêt à entrer dans une logique positive et savoir vendre des idées pour que l'agriculteur soit gagnant. Dans chaque texte réglementaire ou aspect complexe il faut chercher à retirer un avantage pour l'agriculteur. Par exemple la directive nitrate peut être vendue aux agriculteurs en disant que c'est aussi la possibilité de faire des économies d'engrais. Si la démarche est possible, on peut arriver à changer la règle des tiers. Sinon, la réglementation va s'appliquer dans toute sa brutalité. Les problèmes sont devenus tellement complexes, qu'il n'y a plus que quelques per-

sonnes aujourd'hui qui comprennent tout de A à Z et qui tirent les ficelles. Lorsqu'un problème est trop complexe la réponse est souvent irrationnelle. Sur la problématique de la zone vulnérable, le problème est extrêmement compliqué. J'ai retenu que l'azote mesuré au Havre est pour seulement à 10 % d'origine agricole. Ce problème est tellement énorme qu'il a eu une réponse simpliste et brutale : " Il n'y a qu'à mettre tous les départements qui sont en bordure de Seine et qui nous posent problème en zone vulnérable ". Ce genre de situation me fait peur. Car c'est imparable, c'est inexplicable. Et cela fait des dégâts terribles. Si je reprends mon exemple sur la formation des jeunes agriculteurs, je ne me suis pas fait que des copains, seulement aujourd'hui, ceux qui étaient contre sont encore là. Aucun de ceux qui ont dû se plier à l'exigence de formation n'a disparu. Car on a pu donner des explications, des réponses et des arguments. Ils ont râlé mais ils l'ont fait et ils ont réussi. L'enjeu de l'adaptation à la réglementation est dans la capacité à positiver et à apporter des réponses.

Christiane Lambert : Il faut réussir mais aussi s'établir. Au-delà des contraintes, il y a aussi des retours. L'agriculteur au lieu d'être décrié peut devenir respecté, intégré. L'environnement peut devenir une source de reconnaissance et une valeur de plus. C'est dans la façon d'appréhender les choses. Il faut prendre le temps d'expliquer à certains agriculteurs qu'ils mettent déjà en œuvre presque ¾ des mesures

et qu'ils ne doivent pas redouter les contraintes. Il y a encore trop de crispation sur l'environnement. Cela s'explique par ce qui s'est passé

ces dernières années, avec les critiques d'agriculteur pollueur, de pollueur payeur...le débat a été très politisé en France par les verts qui ont choisi leur bord politique. Les agriculteurs se sont braqués. Tout cela n'a pas joué en faveur de l'environnement. D'ailleurs l'agriculture raisonnée est l'un des derniers dossiers de la cohabitation et cela n'é-

Avec l'environnement, nous pouvons développer la traçabilité qui apporte un plus au niveau des produits, ce que les autres exportateurs [...] n'apportent pas.

La directive nitrate peut être vendue aux agriculteurs en disant que c'est aussi la possibilité de faire des économies d'engrais

tait pas bien apprécié par les agriculteurs qui dans leur majorité ont un autre penchant. Alors que l'environnement n'appartient à personne. On est parti avec plein de handicaps...

François Fihue : Il y a aussi un handicap technique. Quand vous démarrez une démarche technique dans une entreprise qui fabrique 50 000 pièces dans l'année, vous pouvez modifier la pièce à tout moment. Pour l'agriculteur qui fait 40 assolements dans sa carrière, il est plus difficile d'inverser une tendance. Car il lui faut le temps de l'intégrer de la mettre en place et de mesurer les résultats. Faire 40 assolements, même en faisant assez vite pour inverser la façon de faire, cela donne peu de solutions techniques pour modifier le comportement.

Christiane Lambert : Sur l'aspect distorsions européennes, je tiens à dire que les Français sont plutôt bons élèves par rapport à l'application des directives européennes. Il y a pire ailleurs. En dehors, de la directive nitrate, prenez la directive boues, la directive phytos, la directive hormones, les directives sanitaires, les directives d'identification, la France est largement à l'heure. La France, premier pays agricole en Europe et avec tous les bienfaits de la régulation, la prophylaxie, l'identification, les services publics sanitaires contribue à faire du qualitatif en agriculture. Vous n'avez pas ce même degré partout.

Arnold Puech d'Alissac : **Est-ce que nous pouvons avoir confiance en celui qui fait les règles du jeu ?**

Christiane Lambert : Je suis toujours surprise par l'UE, c'est l'alignement sur les règles OMC qui prédomine. Même avec 14 gouverne-

ments socialistes et un gouvernement social démocrate, on n'a pas échappé au libéralisme ambiant ; c'est à dire que l'on n'a pas réussi à garder un brin de régulation européenne. Les bienfaits de la régulation dans la politique française sont connus. Le ministre Gaymard a dit au commissaire Lamy qu'un commissaire pouvait aussi s'inspirer du bon fonctionnement dans son propre pays pour s'en inspirer au plan européen. Lamy a cru qu'on lui demandait un avantage pour la France. Cela me gêne ! Nous avons réussi en Europe un modèle original d'agriculture, présente sur tous les

Pour l'agriculteur qui ne fait que 40 assolements dans sa carrière, il est difficile d'inverser une tendance.

territoires, qui fait des produits de qualité avec des agriculteurs responsables et un certain degré de respect de l'environnement... On a l'impression que l'alignement permanent sur un modèle dominant plus homogène, plus banalisé, moins industrialisé, reste quand même encore l'objectif à atteindre. C'est l'un des éléments qui jette le discrédit sur la commission. Outre le fait de leur froideur insupportable et incompréhensible.

Comment dire à des agriculteurs vous devez faire plus et mieux mais vous ne serez peut-être pas payé plus cher ? Je ne sais pas faire ! C'est impossible à faire ! C'est facile de dire depuis Paris : " demain ce sera l'accès au marché ", c'est une formule. Vis-à-vis de l'état d'esprit des agriculteurs qui sont inquiets, justes financièrement (- 3 % de revenu l'année dernière) c'est invendable et ce n'est pas normal. Cela voudrait dire que jusqu'à présent on gagnait des sommes folles et on ne se cassait pas la tête ! C'est légitime de dire je vais apporter plus de garantie dans mon produit et j'attends un retour. L'agriculture raisonnée c'est une promesse de contenu produit et qui engage les deux parties. L'agriculteur qui a du surcoût, des

investissements ou du manque à gagner, du temps de sommeil en moins et du temps de travail en plus en attend plus et c'est normal. Je ne comprends pas que l'on puisse dire demain il n'y aura pas de valorisation !. Quand tous les agriculteurs y seront OK ! Mais franchement on a commencé avec quelques % et même jusqu'à 30 % on serait bien bête de se priver de la démarcation que cela va représenter ! Aujourd'hui les industriels écrivent sur leurs produits " agriculture raisonnée " parce que c'est porteur et qu'ils vendent plus chers. Ils ont bien compris. Ils profitent du vide juridique tant que le décret sur la communication et l'étiquetage n'est pas sorti. Ils vendent plus chers et ce sont les premiers à dire il n'y aura pas de valorisation.

Jean-François Hervieu : Tout à l'heure je parlais des céréales. Le problème n'est pas de gagner un centime en plus, parce que l'on a tracé. Le problème c'est que l'euro vaut 30 % de plus que le dollar il y a six mois. Alors, j'aimerais mieux que l'euro fasse 30 % de moins et vendre mon blé 10 ou 15 Francs de plus le quintal. On y gagnerait tous largement. Il y a des marchés internationaux sur lesquels on ne peut pas faire grand chose. Mais en période de surproduction et surtout de concurrence déloyale, au niveau international nos prix sont réduits parce que les Américains ont des règlements différents qui permettent aux agriculteurs d'exporter même avec un prix mondial faible. On est coincé. Il ne reste que 4 ou 5 exportateurs au niveau mondial, ils sont installés en Ukraine sur la Mer Noire, à Chicago et à Rouen.

Jocelyn Tauvel : Dernier thème sous forme d'un jeu : Nous sommes en 2020, combien reste-t-il d'agriculteurs ? Qui sont-ils ? Comment les imaginer ? Ce n'est pas un tirage au sort sur le nombre d'agriculteurs. Christiane Lambert, je vais commencer par vous. Nous sommes en 2025, nous visitons une ferme dans le Maine et Loire, Pauline, votre fille, est le chef d'exploitation, elle est très engagée dans FARRE, comment l'imaginez-vous ?



Christiane Lambert : Une projection à 25 ans, c'est plus facile qu'à 5 ans. Dans le Maine et Loire comme en France, il y aura eu une ou deux réformes de la PAC, en plus de celle en cours.

On parle de l'explosion des modèles et du fait que l'agriculture est un métier pluriel, avec plein de façon d'être agriculteur.

Ce phénomène pour moi va s'amplifier. Il y aura de plus en plus de profils différents d'agriculteurs. Il y aura plus de pluriactifs, pour plusieurs raisons. Des gens qui aiment faire plusieurs métiers et c'est possible aujourd'hui parce que le machinisme, la technique et les prestations de services dans beaucoup de domaines permettront de le faire. Cela répond aussi à une aspiration d'un certain nombre de personnes.

On voit aussi aujourd'hui de l'agriculture de loisir. Des gens, par attachement patrimonial ou nostalgie et amour de la nature, aiment avoir quelques hectares à mettre en valeur. Que cela plaise ou non aux agriculteurs, c'est un phénomène qui se propage et qui est encore difficilement compatible avec les règles de la SMI de 10,5 ha pour être agriculteur. C'est encore plus possible aujourd'hui avec des métiers qui laissent du temps. Jean-Michel Lemétayer disait rencontrer dans le train, en revenant de Paris le jeudi soir, ses amis cadres très heureux d'aller s'occuper de leurs chevaux, leur pelouse, leurs moutons... Alors qu'ils avaient hurlé contre les 35 heures... A moins d'un revirement de tendance, il semble que cette agriculture de loisir ait de beaux jours devant elle.

Aujourd'hui 35 % des exploitations sont en zone péri urbaine, cela laisse la possibilité de faire un autre métier en plus de l'agriculture. Par contre, cela va forcer l'agriculture à

évoluer vers une cohabitation pacifiée sinon l'agriculture sera rejetée. Donc, la prise en compte de l'environnement pour ce type d'agriculture sera une impérieuse nécessité.

Une autre ouverture salutaire pour l'agriculture, qui sera certainement encore plus forte dans 25 ans, sera la " tertiariation " du métier. C'est à dire que le contenu produit et le service mis dans le produit fera la différence par rapport à un produit basique

que tout le monde peut produire, qu'il s'agisse d'un paysan slovène ou polonais ... C'est l'originalité et la haute technologie mise au service d'un produit agricole qui sera plus élaboré, transformé, plus original et démarqué. Pour cela la France a des atouts. Le Maine et Loire notamment avec des terroirs pleins d'originalités. Les terroirs considérés autrefois à handicaps naturels font valoir aujourd'hui des originalités et spécificités. C'est le cas des zones de montagnes qui ont en place des signes de qualité des produits. Ce qui fait que la Tomme de Savoie est vendue plus cher que le Camembert. Ils ont su différencier leur produit et travailler sur l'ancrage territorial. L'ancrage à un territoire peut représenter un atout différenciateur dans un monde où chacun bouge.

Autre tendance évidente c'est l'agrandissement des exploitations. Peut-être y aura-t-il plus de personnes sur les exploitations. Phénomène dû à l'aspect travail. En élevage laitier, je ne crois pas qu'il y aura encore. des éleveurs individuels dans 25 ans, ou alors, avec des robots de traite, parce que l'astreinte au travail est trop lourde. La relation au travail a vraiment changé depuis dix ans. Dans mon département, les départs précoces d'agriculteurs qui abandonnent le métier se recense surtout chez les éle-

veurs laitiers. Ce n'est même pas les difficultés financières de ces exploitations, mais un ras le bol !

A 40 ou 45 ans des agriculteurs voient que leurs enfants ne manifestent pas d'intérêt pour reprendre l'exploitation. Les enfants partent à Marseille, Londres ou ailleurs. En tant que grands-parents, ils envisagent d'être mobiles et de s'occuper des petits enfants. L'exploitation représente un boulet, ils quittent l'exploitation et passent à autre chose. Pour certains cela peut-être dur à assumer pour d'autres qui sont par leur métier très polyvalents, ils trouvent facilement du travail et ils s'épanouissent ainsi. Donc à l'avenir plus de mobilité.

Le métier est très héréditaire, aujourd'hui on voit de plus en plus de non fils d'agriculteurs qui s'installent. Dans le futur on pourra être agriculteur un certain temps puis faire un autre métier. Bien entendu cela suppose les moyens économiques d'assumer cette mobilité. Sur une exploitation qui aura du mal à fonctionner, l'agriculteur évidemment aura du mal à changer de métier.

Dernier point, dans 25 ans, le métier sera peut-être plus équilibré entre hommes et femmes. Sur les dix dernières années, l'expansion des formules sociétaires a privilégié des sociétés d'hommes. L'évolution vers un travail moins pénible, plus de transformation, plus intuitif, plus de service et de valorisation pourrait amener plus de femmes. Ce n'est qu'une intuition qui n'engage que moi. Mais vu la prospective, je crois que le délire est possible...

Jocelyn Tauvel : Monsieur Hervieu, s'il fallait décrire l'agriculteur qui exploitera la ferme de Jean-François Hervieu en 2020 ... Quand on sait que vous avez 4 filles, et qu'en plus, elles ne sont pas du tout dans l'agriculture...

“un métier pluriel”

“...plus de mobilité...”

Comment le voyez-vous et comment l'espérez-vous ?

Jean-François Hervieu : le service mis dans le produit fera la différence. Je suis totalement d'accord avec ce que vient de dire Christiane. Je pense que l'on a créé un modèle



agricole de pensée unique, dont il ne fallait pas s'extraire et finalement cela a fait beaucoup de mal à l'agriculture.

Dans l'avenir, en plus de ce qui a été dit, je vois deux choses qui devraient se développer.

Tout d'abord, la politique des structures engendre ses contraires. Et les excès de la dernière loi d'orientation amène des tendances que l'on ressent. C'est

l'exploitant qui reste sur place beaucoup plus longtemps que l'âge de la retraite à 60 ans. Et qui fait cultiver au téléphone et ça on peut le

faire assez longtemps ! Cela va à l'opposé de l'installation des agriculteurs. Dans certaines régions du sud de la France cela est déjà développé.

Deuxième point, je pense que l'on aura plus d'agriculteurs qui feront une autre profession et qui auront un bon chauffeur de tracteur. On a déjà la femme qui travaille à l'extérieur, mais là on aura les deux qui auront un autre métier. Par ailleurs, nous devrions assister à plus en plus d'initiatives dans le cadre de l'agriculture diversifiée. De plus, les personnes qui évolueront plusieurs fois et fortement en cours de la carrière. C'est à dire qu'elles ne feront pas toujours du blé et de la betterave par exemple. La formation aura aussi une grande place. Et d'ailleurs je tiens à dire que la profession agricole est la seule qui est exigée une formation de plus en plus élevée pour les jeunes agriculteurs qui voulaient s'installer. Cela va probablement se développer encore.

Jocelyn Tauvel : Je suis double actif et j'ai envie de dire que ce n'est pas une difficulté. Par contre celui qui est le plus proche de sa ferme, de sa commune, c'est celui qui rentre tous les soirs. Celui qui ne fait que du téléphone, cela pose problème, car on oublie très vite un certain

nombre de choses et on est rapidement coupé des réalités.

Christiane Lambert : Des agriculteurs au téléphone c'est une agriculture sans agriculteurs. La PAC prédestine totalement à cela aujourd'hui et plus encore demain. J'ajouterai, si on reste sur des produits basiques, il y a deux fois trop d'agriculteurs.

La grande difficulté pour beaucoup, c'est que pour rester agriculteurs devant l'évolution de l'agriculture demain, il y a des virages qualitatifs que l'on n'a pas envie de prendre, que l'on a pas voulu prendre ou que certains ne savent pas prendre. Ils disent " Mon père a fait du cochon, du blé ou des betteraves toute sa

vie, pourquoi j'irai faire des jambons des saucisses de l'accueil à la ferme..."

En dessous de 150 ha, on ne peut pas vivre en agriculture.

D'abord on n'a pas un temps plein, avec la mécanisation, mais on a pas non plus un revenu plein ! C'est un changement culturel considérable en l'espace d'une génération. Alors, en tant que responsable professionnel on me demande : demain que se passera-t-il ? Dans 10 ans que devront nous faire ? Si je réponds, il faudra faire des métiers nouveaux, innovants, réactifs, diversifiés, plus formés, vers la qualité, la vente... Cela paraît infaisable à bon nombre d'agriculteurs, même si depuis 10 ils ont déjà beaucoup avancé. Je ne suis pas sûre que tous les agriculteurs pourront prendre les virages de l'évolution qui nous attendent, et ceux qui sentent qui ne pourront pas crier très fort pour se protéger encore un peu sur l'ancien modèle... C'est brutal à dire mais aujourd'hui on n'est pas agriculteur comme il y a 25 ans et demain il y aura un pas supplémentaire qualitatif à faire. Certains pourront le faire, pour d'autres j'ai plus d'inquiétude.

Vis-à-vis de ceux-là il faudra mettre plus de moyens car bien accompagnés ils pourront quand même le faire.

"J'ai très peur qu'à l'avenir, l'agriculture serve souvent de compensation à des activités urbaines nécessaires et indiscutables."

Jocelyn Tauvel : M. Fihue, dans quinze ans y aura-t-il encore des agriculteurs en Seine Maritime ? Qui seront-ils ? A quel niveau technologique et les autres auront-ils disparus ?

François Fihue : J'espère que l'un de mes fils m'aura succédé. Mais ce qui est indiscutable c'est qu'il ne fera pas le métier comme je l'ai fait et comme mon



père l'a fait auparavant.

Par rapport au département, je vois que nous sommes dans une zone extrêmement urbaine. Cela complique les choses. Le péri urbain on à l'habitude de dire c'est Rouen et le Havre. Hélas non, c'est quasiment toutes les communes et cela me soucie énormément. Parce que cela pose une problématique d'évolution qui n'est pas simple. Un tiers des exploitations du département ne peuvent pas faire leur mise en conformité sans dérogation sur les distances. Cela mesure la difficulté d'aménagement du territoire sur notre département. On sera donc dans une agriculture un peu cernée, un peu gênée. De moins en moins animale pour les mêmes raisons et donc de plus en plus végétale et probablement avec plus de pluri-activité.

Ce qui m'inquiète également est l'aspect compensation des activités urbaines. Je vous avoue que je suis effaré par la gestion du dossier sur le développement de Port 2000, que personne ne conteste, mais qui a fait que l'agriculture a servi de monnaie d'échange auprès des écologistes à qui on a dit : " Les écologistes vous nous foutez la paix sur le développement de Port 2000 et en contre partie on élargit la zone de réserve naturelle". Les agriculteurs n'avaient rien demandé à personne mais ont été pris entre le marteau et l'enclume de façon irrésistible. J'ai très peur qu'à l'avenir, l'agriculture serve souvent de compensation à des activités urbaines

nécessaires et indiscutables. Ce trait est caractéristique des départements peuplés et traversés par autoroutes.

A la question : combien restera-t-il

d'agriculteurs, je note que personne ne répond habituellement, sauf à dire le plus possible. Mais je poserai quand même une question subsidiaire : combien restera-t-il de responsables professionnels ? Qui aura envie d'être responsable professionnel ? Qui donnera une grande partie de son dynamisme pour les autres ? Et on s'apercevra que les responsables professionnels avaient une sacré utilité quand il n'y en aura plus !

Christiane Lambert : Il y a une question à laquelle je n'ai pas répondu qui est : que sera FARRE ? Plus que jamais nécessaire dans une société où il y a de moins en moins d'agriculteurs.

En conclusion, je voudrais vous dire une phrase que j'ai entendu ce matin à mon réveil dans le train " On assiste à une perte d'identité de l'entreprise en tant qu'unité de production et les cadres qui étaient la représentation de cette organisation

ne s'y retrouvent plus ". Les gens qui disaient cela sont des sociologues de l'entreprise. Le monde agricole n'est donc pas le seul à perdre ses repères.

**Propos recueillis par
Philippe Clavier**



**Débat et présentations assurées
par Jocelyn Tauvel**

